



ATD Vierte Welt
ATD Quart Monde

Lucerne, le 20 avril 2005

L'Europe grandit – avec tous ? La voix des pauvres dans la lutte contre l'exclusion

Sous ce titre s'est tenue, le 14 avril 2005 à Lucerne, une conférence organisée par le Mouvement ATD Quart Monde. Elle a abordé largement le thème de la pauvreté et de l'exclusion et a donné la parole, entre autres, à des personnes touchées par la pauvreté.

Près de 180 personnes ont pris part à cette manifestation qui a donné divers éclairage au thème de la pauvreté et de l'exclusion. Ce document reprend des extraits des divers exposés.

Informations générales :

Le « Quart Monde », les personnes vivant dans la pauvreté, existe partout, chez nous aussi. Et nous ne pouvons pas ignorer cette réalité en faisant mention du Tiers Monde.

Dans l'Union européenne des 15 on comptait déjà 68 millions de personnes à risque en matière de pauvreté. Ce qui représente 15% de la population globale (comparé avec 14.5% en Suisse !)

En Suisse 850 000 personnes sont menacées par la pauvreté, plus de 700 000 vivent dans la pauvreté, chaque dixième enfant ! En janvier 2004 près de 300 000 personnes ont touché l'aide sociale, 10% de plus que l'année précédente !

Le Conseil de l'Europe, l'organisation européenne globale avec ses 46 États membres, dont la Suisse, s'est donné pour tâche de surmonter les divisions politiques et sociales en Europe : la lutte contre la pauvreté et l'exclusion et l'un de ses plus grands défis.

Il en va de la vie de personnes et non seulement de données statistiques. Des personnes qui se battent pour leur reconnaissance par l'apport dans les débats de leurs expériences de vie, de leurs efforts dans la lutte contre l'exclusion et leur participation sociale, économique, culturelle et politique.

Varsovie 2004

L'an passé plus de 400 personnes, touchées par la pauvreté et venues de toute l'Europe, se sont rassemblées à Varsovie (avec des personnalités du monde politique, économique et social) pour discuter des perspectives de leur propre contribution à une Europe solidaire. Les participants y ont apporté leurs propres expériences : par exemple avec des sans-logis de Pologne, avec des enfants orphelins ou défavorisés en Russie et Roumanie. Ils voulaient démontrer qu'eux aussi étaient des partenaires dans la construction d'une Europe de la dignité humaine.

Témoignages de personnes touchées par la pauvreté

« J'ai été témoin de réactions de crainte face à la rencontre de Varsovie. On m'a posé plusieurs questions 'Qui va nous écouter ? Qui va vouloir parler avec nous ? Je n'ai pas même de vêtements convenables, de quoi aurais-je l'air ? Comment allons-nous pouvoir nous entendre, communiquer avec les autres ?' »

Peu à peu nous nous sommes habitués les uns aux autres dans les ateliers de créations et en apprenant des mots importants dans les différentes langues... Et puis les plus démunis ont pris la parole et les autres ont écouté et ensuite on a discuté ensemble, durant trois jours.

Après la rencontre, deux personnes très pauvres m'ont dit : 'Cette rencontre m'a encouragé à aller revendiquer un logement pour moi et ma famille'. 'C'est magnifique de sentir qu'on partage les mêmes pensées et les mêmes sentiments dans beaucoup de choses importantes'. » (Anna Sleznik, Pologne)

« Et après la conférence de Varsovie ? Certainement qu'alors nous avons attendu des instructions, quelles qu'elles soient. Aujourd'hui je sais que c'était différent. Les changements ont été lents, lents mais visibles. La compréhension que tout ne peut pas devenir grand tout de suite a demandé beaucoup de temps. Mais cela en valait la peine. J'ai commencé à comprendre qu'il s'agissait ici du sentiment de responsabilité face à l'autre et de cesser d'avoir peur aussi. Mais surtout d'oser ne pas détourner le regard dans la rue, à la gare, dans les passages. Il s'agissait de regarder, de voir. » (Anna Pietrzak)

« A Varsovie, on était comme en famille... En Suisse je ne l'ai pas souvent vécu. Chez nous on est trop fixé sur le paraître et sur le savoir des autres... Alors, avec le temps tu finis par croire : tu n'es rien, tu n'as rien... Alors, quand tu arrives en Pologne et que tu sens qu'on est tous pareils... Il faut une confiance entre les gens. » (Maja Isufi-Seiler)

« Tous ne pensent qu'à une chose : comment puis-je trouver du travail, être utile ? Donner un sens à ma vie ? » (Noldi Christen)

« Deux femmes russes, engagées avec des enfants défavorisés qui ont de sérieux problèmes scolaires, nous ont montré de très beaux portraits photographiques de ces enfants. Elles avaient demandé à des photographes moscovites de renom, d'aider bénévolement les enfants à réaliser leur album de photos personnel... et elles nous ont expliqué comment l'image que les enfants avaient d'eux-mêmes a ainsi changé, comment leur estime de soi a grandi... » (Noldi Christen)

« Après un séjour à l'hôpital, le médecin m'a proposé de participer à une étude afin d'aider la recherche... Sur le questionnaire il fallait cocher quelles écoles on avait fréquenté. Je ne savais pas quoi cocher. Pour mon « parcours scolaire » aucune case n'était prévue. J'avais l'impression de ne pas en faire partie... Parce que nous sommes « hors norme », nous n'apparaissions pas dans la pensée des autres... Souvent on ne nous demande pas notre avis. D'autres décident pour nous sans nous consulter. Ou alors, ils accomplissent les tâches à notre place au lieu de prendre la peine de nous expliquer afin que nous puissions le faire nous-mêmes. Ils ne nous laissent aucune chance de prendre nos responsabilités. Afin que le plus pauvre puisse faire entendre sa voix, il a besoin à ses côtés de gens qui le prennent au sérieux et qui l'écoutent, non pas comme une thérapie où pour obtenir quelque chose de précis de lui, mais parce qu'il est important en tant qu'être humain. » (Nelly Schenker)

La Conseillère nationale Rosmarie Zapfl-Helbling

Mme Rosmarie Zapfl-Helbling, membre de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, voit dans la pauvreté grandissante une menace pour la cohésion sociale en Europe : toujours plus de gens n'ont pas accès à un emploi adapté, à des appartements aux loyers supportables, à la sécurité sociale, aux prestations en matière de santé et à la formation. Beaucoup trop sont de plus exclus de la vie sociale. La lutte résolue contre la pauvreté et l'exclusion doit être une des priorités du Conseil de l'Europe, le gardien des droits de l'homme en Europe. Cela doit être confirmé lors de la troisième rencontre au sommet des chefs d'État et de gouvernements des états membres (le 13 mai 2005 à Varsovie). Une stratégie de la cohésion sociale dans tous les états membres devait être une tâche des États et des organes officiels tout comme de la société civile et de chacun individuellement et en famille. La manière de traiter les personnes qui ont besoin de protection est pour nous souvent la pierre de touche de la démocratie d'un pays. Nous bâtissons un partenariat nécessaire avec les pauvres et les exclus, grâce au statut participatif de certaines Organisations non gouvernementales, par exemple ATD Quart Monde au Conseil de l'Europe.

L'étude de plans d'actions nationaux

Dans le cours des débats de la table ronde, deux étudiantes de la Haute École de Travail Social de Lucerne ont présenté les plans d'actions nationaux de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale réalisés dans les états membres de l'Union Européenne. Elles ont surtout mis en valeur le fait que des personnes touchées par la pauvreté étaient partie prenante de la préparation, de l'exécution et de l'évaluation de ces plans d'actions. Cette participation sert sans aucun doute à augmenter la qualité et à intensifier l'effet de tels plans et la popularité des changements nécessaires. L'équivalent n'existe pas (encore) en Suisse. Un postulat qui va dans ce sens (Paul Rechsteiner) est gelé au conseil national. Cependant, 110 Conseillers nationaux (sur 200) ont signé dernièrement un nouveau postulat (Rossini, Egerszegi, Gadiant, Graf, de Buman, Studer) qui demande la convocation d'une conférence nationale sur la pauvreté lors de chaque législation et avec la participation active de personnes touchées par la pauvreté.

Table ronde :

Jürg Krummenacher (Directeur de Caritas Suisse) est préoccupé par le climat des débats sociopolitiques en Suisse : Les bénéficiaires d'aides sociales et de rentes invalidité sont soupçonnés d'abus et doivent à tout moment se justifier. Dans les entreprises la responsabilité sociale n'a plus cours. Malgré une « vague éthique » générale, la question d'éthique en économie et politique sociale est limitée. Qui parle encore d'intérêt public et de justice sociale ?

Actuellement la lutte contre la pauvreté en Suisse doit se concentrer au plan politique sur des projets ciblés : une loi fédérale cadre pour l'aide sociale, des allocations pour enfants adéquates sur le principe « chaque enfant une allocation », des prestations complémentaires pour les familles dans le besoin. Le chômage croissant de la jeunesse demande des mesures complémentaires et particulières.

Pour **Walter Schmid, recteur de la Haute École pour le Travail social et Président de la Conférence Suisse des Institutions d'aide sociale (CSIAS)** il en va de réaliser, partout correctement et efficacement, les nouvelles directives de l'aide sociale. Dans ce sens les efforts d'intégration ne doivent pas seulement être reconnus et promus dans le domaine économique, c'est à dire le marché du travail, mais également dans le domaine social. Son souhait serait de voir se concrétiser ici ou là son ancienne initiative, du temps où il était directeur des affaires sociales à Zürich, pour la création d'une « association de clients ».

Annelise Oeschger, Présidente de Conférence des INGO du Conseil de l'Europe a plaidé avec engagement pour la ratification de la charte sociale du Conseil de l'Europe avec l'article 30 révisé (Droit à la protection contre la pauvreté et l'exclusion sociale). La Suisse est absolument en mesure d'assumer les obligations de la charte sociale, pourquoi donc les politiciens sont-ils à ce point opposés à ce que la Suisse s'y engage et s'en porte garante ?

Par ailleurs, des collaborateurs du Mouvement ATD Quart Monde ont joué un rôle déterminant dans la préparation des résolutions de l'Union Européenne pour les plans d'actions nationaux de lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Marie-Rose Blunsi, ATD Quart Monde Suisse souhaite la création de possibilités de rencontres structurées entre personnes touchées par la pauvreté et leurs concitoyens. C'est à dire des lieux où les personnes peuvent se rencontrer mutuellement et, partant de leur vie, reconnaître, interpréter et résoudre des problèmes. Aujourd'hui il existe des études qui ont été réalisées en partenariat entre personnes vivant dans la pauvreté, praticiens et chercheurs. Par exemple : une étude belge dans laquelle on a mis ensemble en évidence de nouveaux indicateurs de pauvreté.

Ruedi Meier, Conseiller municipal et directeur des affaires sociales à Lucerne, Président de l'initiative des Villes pour la politique sociale, souhaite que Lucerne puisse être une communauté qui sait et veut agir en solidarité avec les pauvres.

Eugen Brand, délégué général du Mouvement international ATD Quart Monde

Eugen Brand a rendu attentif au fait que « donner une voix aux pauvres » comporte le danger de devenir simplement un slogan ou une méthode éprouvée en matière de lutte contre la pauvreté. Il entend souvent les personnes concernées dire : « obtenir une voix sans réconciliation, ce n'est pas possible » Il faut une réconciliation avec soi-même, avec son entourage direct, entre pauvres et nantis comme entre peuples du nord et du sud.

Pour lui, la réconciliation entre pauvres et nantis est de la responsabilité de chacun. Dans cette responsabilité il en va pour lui de rétablir, de mettre sous un nouvel éclairage, l'histoire entre pauvres et nantis. Se poser la question de savoir ce qui est resté dans notre mémoire collective de la vie et des souffrances des plus pauvres. Eugen Brand pense qu'il faut absolument éviter de s'enfoncer avec les plus pauvres dans leur souffrance ou de la retourner en espoirs superficiels ; ce serait une idéologie dangereuse. Il s'agit surtout de nous questionner sur la manière dont leur souffrance ont influencé notre pensée et notre recherche de justice et comment cela s'est exprimé dans nos lois. Il s'agit de transcrire, avec les pauvres, cette souffrance en vie communautaire. C'est seulement ainsi qu'une confiance, jeteuse de passerelles, pourra fleurir.

Propos recueillis par Hans-Peter Furrer, Président d'ATD Quart Monde Suisse